

Dossier de presse

*Lutte contre les violences faites aux
femmes et aux minorisé·es,
Le Planning Familial 38 s'engage*

Novembre 2018



nous
toutes
.org **38**

Contact presse

Pauline Coiffard, chargée de communication

Planning Familial 38

06 86 47 16 72

p.coiffard@leplanningfamilial38.org

Métilde Wendenbaum, chargée de communication

Planning Familial 38

04 76 87 89 24

secretariat@leplanningfamilial38.org

Edito

Pour dire les violences, il faut tout d'abord les nommer et les définir.

D'après la déclaration des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes de 1993, est considérée comme violence à l'égard des femmes : « **Tout acte de violence fondé sur l'appartenance au sexe féminin, causant ou susceptible de causer aux femmes des dommages ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, et comprenant la menace de tels actes, la contrainte ou la privatisation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée** ».

Concrètement ces violences font parties intégrantes de nos vies et prennent la forme de violences conjugales, de viols et d'agressions sexuelles, de mutilations sexuelles, de mariages forcés, de prostitution et baigne plus largement dans une société empreinte de culture du viol et de patriarcat. Nous retrouvons ces violences dans nos rapports avec les autres, dans les multiples injonctions qui sont faites à nos corps et dans l'absence de questionnement de nos consentements...

Ces violences nous touchent tou.te.s et nous concerne tou.te.s.

A chaque fois qu'une femme se fait harceler dans la rue et que nous ne réagissons pas, nous sommes complices. A partir du moment où une seule personne dénonce une oppression et que nous décidons de continuer à fermer les yeux, nous sommes complices.

Cela nous concerne tou.te.s, et pas, comme le dit très bien Titou Lecoq, parce qu'on a tou.te.s un.e ami.e concerné.e par les oppressions, mais « *parce que chaque violence qu'on accepte contribue à définir la société dans laquelle on choisit de vivre, ce que l'on est capable d'accepter ou non.* »

Il y a maintenant **presque 20 ans**, en 1999, l'Assemblée générale de l'ONU proclamait le **25 novembre « Journée internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes »**.

En 2016, les morts violentes au sein des couples représentent plus de 15% des *homicides non crapuleux et violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner*, en France.

1 femme meurt tous les 3 jours sous les coups de son partenaire,²

1 femme est violée toutes les 7 minutes,³

53 000 femmes vivants en France sont excisées,⁴

Et l'impunité des agresseurs demeurent intolérablement élevée.⁵

Au Planning Familial de l'Isère nous sommes persuadées qu'une société devient moins violente lorsqu'elle devient moins sexiste. Cette prise de conscience sociétale ne se fera pas sans la mise en place de véritables moyens de lutte contre les stéréotypes de genre et la mise en place d'une véritable éducation non sexiste dès la petite enfance.

Donnons nous les moyens d'accompagner les personnes concerné.e.s par les violences et dotons nous des moyens de les prévenir.

¹ Etude nationale sur les morts violentes au sein du couple 2016—Ministère de l'Intérieur

^{2,3,4,5} Rapport HCE n°2018-11-21-VIO-37 publié le 22 novembre 2018

Les situations dans nos 7 centres sont diverses et dépendent en partie du maillage du réseau contre les violences sur les territoires. Cependant certaines évolutions semblent être assez similaires partout : nous observons une augmentation des demandes d'entretiens liées aux violences, notamment conjugales. Ces chiffres résultent en partie des phénomènes de libération de la parole des femmes qui traverse notre société à travers les médias et les réseaux sociaux. Mais aussi du fait que les conseillères et médecins abordent plus fréquemment la thématique des violence avec les personnes reçues en entretien et en consultation.

Les évolutions du CPEF de Bourgoin

« Si les motifs des entretiens sont encore toujours en majorité liés à la contraception (26%), à une demande d'IVG (24%) et/ou une suspicion de grossesse (10%), nous sommes parallèlement de plus en plus repérées comme lieu ressource pour bénéficier d'entretiens relationnels. En effet, nous notons une **évolution de 55% des situations de violences entre 2016 et 2017**. Ces chiffres résultent en partie du questionnement systématique des violences, mais certainement aussi des phénomènes de libération de la parole des femmes qui traverse notre société à travers les médias et les réseaux sociaux. **Il est à noter que le public jeune est aussi confronté à de la violence conjugale:** la violence intrafamiliale se voit justifiée par l'alcoolisme des parents ou une éducation stricte qui normalise les coups, les violences financières quant à elles, s'excusent par des difficultés économiques. Concernant les animations, nous avons répondu aux demandes des établissements de traiter du respect, des discriminations, des violences, de l'hyper-sexualisation et de la pornographie. »

Les évolutions du CPEF de Villefontaine

« La place des mineurs en consultation pour demande de certificat d'excision ou de non-excision a été travaillée en lien avec les directives du département. Pour les majeures, les personnes concernées sont reçues de la même manière que lors d'entretiens et de consultations pour tous types de violences, en ayant la même bienveillance et le même professionnalisme, tout en gardant à l'esprit l'absence de rôle *réparateur* d'un certificat, mais le début d'une reconnaissance, et pourquoi pas d'une prise en charge tant sur le plan psychique que dans une démarche de suivi médical de reconstruction. »

Les évolutions du CPEF de l'Interquartier de Grenoble

« Dans nos entretiens nous recevons un nombre non négligeable de femmes, qui du fait des violences conjugales ont une perte d'estime de soi et se dévalorisent. À cela s'ajoute la peur des représailles pour elle-même et/ou leurs enfants. **Nous remarquons que souvent elles sont obnubilées par la peur de ne pas être crues, la honte et la culpabilité.** Nous sommes parfois bien démunies face à ces femmes qui ont l'impression de n'être plus que des choses. **Le passage aux procédures juridiques est un long et chaotique parcours** pour ces femmes. Les démarches – très souvent - s'arrêtent en chemin. Les femmes se retrouvent isolées, fragilisées et en insécurité au sein de leur famille et entourage qui souvent ne sont pas soutenant. Cette question des violences conjugales est encore aujourd'hui lourde de culpabilité pour les femmes qui veulent les dénoncer. Le réseau de partenaires est très important, autour de ces entretiens et également au-delà dans l'accompagnement auprès des avocats-es et du tribunal. »

Les évolutions du CPEF de Villard Bonnot

« À l'échelle du centre de planification de Villard-Bonnot il semble que le bouche à oreille, la visibilité de notre centre auprès des professionnel.les de santé du territoire et les délais croissants pour un rendez-vous à Grenoble sont des moteurs dans le nombre accru des consultations. Le nombre d'entretiens concernant les violences conjugales a doublé depuis 2010. On peut rapprocher ce constat de l'investissement des professionnels du centre de planification dans la création et la participation au réseau de lutte contre les violences conjugales ainsi qu'auprès de la commune de Crolles dans l'organisation de la journée de lutte contre le viol ».

Un accès aux soins gynécologiques en libéral de plus en plus compliqué (départ en retraite non remplacé, gynéco ne prenant pas de nouvelles patientes...) et qui se répercute directement sur le nombre de consultations dans nos centres...couplé à une hausse de la demande des entretiens avec nos conseillères. Nous ne sommes pas en mesure de répondre à toutes les demandes. (cf. affiche CPEF Gambetta)

Les évolutions du CPEF de Saint-Egrève

« L'année 2017 voit en effet l'**augmentation des consultants ayant plus de 21 ans** (plus de la moitié des consultantes). En effet, nous recevons de plus en plus de femmes n'ayant pas pu avoir un rendez-vous chez un gynécologue en libéral. De plus, les gynécologues de ville qui partent en retraite ne sont pas remplacé.e.s et les cabinets de gynécologie ne prennent plus de nouvelles patientes. Ces femmes se retrouvent donc dans notre patientèle.»

Les évolutions du CPEF d'Eybens (nouvellement Echirolles)

« Il y a une très **forte augmentation des mineur.e.s ayant bénéficié d'un entretien (+52%)** en un an ».

Les évolutions du CPEF de Gambetta à Grenoble

« Nous constatons qu'au centre de planification de Gambetta, **nous recevons une population globalement plus jeune** comparativement à celles reçues dans l'ensemble des centres de planification de l'Isère. Cela peut s'expliquer par ses horaires d'ouverture, son accueil sans rendez-vous, sa localisation facile d'accès ainsi que « géographiquement anonyme », ce qui permet la venue des mineur.e.s et jeunes adultes hors du lieu de leur habitation et pour qui, il est encore compliqué, voire interdit par l'entourage familial de se rendre dans un centre de planification. Nous remarquons qu'il y a une part plus importante de mineur-e-s venant en entretien plutôt qu'en consultation. Principalement repéré par internet, nous traitons en moyenne 150 à 200 appels par jour »

« Le nombre de consultations médicales et d'entretiens avec les conseillères augmente (+10% en 2 ans) au centre de Gambetta (notre plus gros centre).

Nous devons discuter de cette réalité avec nos subventionneurs »



Le Centre de planification de Gambetta où vous vous trouvez fait partie du Planning Familial. Nous sommes une association féministe et d'éducation populaire. Notre centre est ouvert à tou•tes. Les centres de planification font partie des rares lieux de soin et d'écoute qui accompagnent gratuitement et si besoin anonymement les mineur•es et personnes sans sécurité sociale.

**A l'attention
du public
du Planning
de Grenoble**

**Le nombre de consultations médicales
et d'entretiens avec les conseillères augmente
(+10 % en 2 ans).**

Vous avez sans doute remarqué que nos délais pour accéder à une consultation ou un entretien s'allongent, ce qui peut être un frein à l'accès à la contraception, aux dépistages, à l'IVG, alors même que le Planning Familial se bat pour en faciliter l'accès.

**Nous ne sommes donc malheureusement
pas en capacité de répondre
à toutes les demandes.**

**Qu'est-ce que
je peux faire,
en tant
qu'usagèr-e ?**

Si j'ai une carte vitale et une mutuelle,
je peux consulter **d'autres professionnel•es santé** en qui j'ai
confiance.

- Pour une **consultation médicale de gynécologie** :
je peux voir une sage-femme libéral e, un•e médecin gynécologue,
un•e médecin généraliste qui fait de la gynécologie ou les autres
centres de planification.

- Pour les **entretiens avec une conseillère conjugale et familiale** :
je peux me renseigner dans les autres centres de planification. Nous
pouvons vous donner des coordonnées d'autres professionnel•es et
vous conseiller d'autres lieux.

- Si vous voulez **soutenir notre association** vous pouvez aussi :

**Adhérer
Devenir bénévole
Faire un don**

**Je soutiens
le planning familial**

Nos actions de sensibilisation en novembre 2018

Jeudi 22 novembre 2018—Paye (pas) ton gynéco

Sur la question des violences gynécologiques, nous organisons une soirée projection discussion autour du film « **paye (pas) ton gynéco** » de Nina Faure, jeudi 22 novembre. En présence de la réalisatrice et de soignantes du planning et d'ailleurs pour questionner les pratiques et réfléchir ensemble à les améliorer.

Soirée gratuite et ouverte à tou.te.s (un chapeau tournera dans la salle pour la réalisatrice !)

Date et horaire: jeudi 22 novembre 2018 à 19h

Lieu: Amphithéâtre des écoles hospitalières du CHU SUD, 19 avenue de Kimberley, 38130 Echirolles (en face de l'hôtel Best Western).



Pich

"Nina pourrait être déprimée après de mauvaises expériences avec les gynécologues, mais elle découvre qu'elle n'est pas seule. Sur internet, des témoignages de femmes similaires au sien prennent une ampleur insoupçonnée, et se voient même regroupés sous un nom : **les violences gynécologiques**. Une journaliste vient de publier un livre d'enquête sur le sujet, des réunions publiques et des actions s'organisent. Les femmes remettent en cause la façon dont est conçu le rapport de la gynécologie à leur corps mais les réactions de la profession révèlent un profond sexisme qui semble d'un autre temps."

Samedi 24 novembre 2018 — Noustoutes38

Le Planning Familial de l'Isère s'associe au mouvement **Noustoutes38** lors de la marche du samedi 24 novembre à Grenoble, pour dire STOP aux violences sexistes et sexuelles.

"Nous marcherons le 24 novembre pour dire haut et fort que nous voulons en finir avec toutes les violences sexistes et sexuelles."

Nous marcherons le 24 novembre car nous sommes convaincues que si nous faisons reculer ces violences, nous ébranlerons ce système injuste que nous subissons toutes à des degrés divers.

Nous marcherons le 24 novembre pour exiger des mesures ambitieuses et des moyens.

Nous marcherons le 24 novembre pour que celles qui viendront après nous vivent dans un monde dans lequel être femme n'expose pas à plus de violences et ne donne pas moins de droits que d'être homme.

Nous marcherons le 24 novembre, rassemblées, pour montrer notre force. Nous sommes des millions : ensemble, nous pouvons changer le monde.

Nous appelons toutes celles et ceux qui veulent comme nous en finir avec ces violences à marcher le 24 novembre prochain avec nous. Rendez-vous sur FB: <https://www.facebook.com/NousToutes38/> et Twitter : <https://twitter.com/NousToutes38> pour retrouver toutes les infos locales !

Rassemblons-nous tou.te.s, à 15h au Jardin de Ville de Grenoble pour un départ à 15h30 !

